REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

1re CIRCONSCRIPTION - PÉRIGUEUX

Elections Législatives du 5 Mars 1967





ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 mars prochain vous aurez à dire si vous voulez la continuation de la politique actuelle ou au contraire un changement profond et durable.

Tandis que les progrès des sciences et des techniques ont permis depuis une dizaine d'années une augmentation de 60 % de la production et de 50 % de la productivité, le bilan du Pouvoir est le suivant.

Si la situation est grave dans l'ensemble du pays, elle est dramatique en Dordogne et plus particulièrement dans la circonscription de PERIGUEUX où un député U. N. R. le Dr ROUSSEAU, a été élu en 1958, et où GUENA a été «proclamé» en 1962 dans des conditions équivoques.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SE DEGRADE

C'est ainsi que :

— **Le pouvoir d'achat des travailleurs stagne ou régresse.**

Les salaires pratiqués en Dordogne sont parmi les plus bas de France (au 84e rang des départements français). La rémunération des travailleurs des services de la fonction publique n'a pas suivi la hausse du coût de la vie.

Alors qu'en 1962 GUENA déclarait : « je me consacrerai à l'implantation d'industries de transformation dans la circonscription », nous constatons :

— **Fermetures d'usines** à MONTPON - MUSSIDAN - ST-ASTIER - PERIGUEUX.

— **Réductions d'horaire ou d'effectifs** - Ateliers et Dépôt S.N.C.F. de Périgueux - Arma, Mussidan.

— **Menaces sur l'emploi** - Air 607 à St-ASTIER · Usine Lagarde, à MONTANCEIX.

Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites s'accroît. Les jeunes, souvent chômeurs avant d'avoir travaillé, privés de formation professionnelle, sont contraints à l'exode, notamment les jeunes paysans.

— **La situation des exploitants familiaux** déjà aggravée en 1958 par la suppression de l'indexation des prix agricoles et la réduction de la ristourne pour l'acquisition de matériel agricole, ne cesse d'empirer. En Dordogne, le pouvoir a ruiné et éliminé plus de 10.000 exploitations agricoles. Les mesures discriminatoires prises par le pouvoir contre les exploitants familiaux, se multiplient. Le nombre des planteurs de tabac a diminué de 6.147.

— **Les artisans et les commerçants** victimes de la concentration, ont une clientèle de plus en plus pauvre et supportent des charges fiscales (patente - B.I.C.) et sociales, de plus en plus lourdes. Ils vont subir les conséquences de l'extension de la T.V.A.

— **Les personnes âgées :** 1 million et demi d'entre-elles n'ont qu'une allocation de 5,00 Fr. par jour; les retraites des autres sont insuffisantes et l'âge auquel on l'accorde est trop élevé (en Dordogne 70 % des demandeurs d'emploi ont moins de 60 ans).

— **La Sécurité Sociale est menacée :** les loyers ont augmenté; le pouvoir d'achat des Allocations Familiales a diminué; l'allocation logement a été réduite ou supprimée pour un grand nombre.

— **Les Anciens Combattants et Victimes de guerre,** les anciens prisonniers de guerre, les déportés du travail, les anciens combattants d'Algérie voient la satisfaction de leurs droits contestée, leurs revendications refusées.

— **Les équipements collectifs :** écoles, logements, stades, piscines, hôpitaux, hospices, protection maternelle et infantile, maisons de jeunes, centres culturels, etc..., ont un retard considérable en raison de l'insuffisance des crédits qui leur sont attribués tandis que le pouvoir engloutit des sommes fabuleuses dans la force de frappe ruineuse, inefficace et dangereuse.

L'essentiel de ce qui est réalisé l'est grâce à :

— **L'effort des communes et du département** auxquels on fait payer des dépenses incombant à l'Etat, alors que l'on supprime ou réduit les subventions (équipement scolaire et sportif, assainissement, etc...). Leurs possibilités d'emprunt sont réduites.

GUENA truquant son bilan, revendique des réalisations qui sont dues aux élus locaux et départementaux. Ce qui a été fait ne **l'a pas été avec le pouvoir, mais malgré lui.**

— **La jeunesse est sacrifiée,** privée du niveau de connaissances en rapport avec le développement des sciences et des techniques. Le nombre et le taux des bourses sont insuffisants. La prolongation de la scolarité est ajournée.

Les jeunes qui sont en grand nombre livrés à la vie sans métier, sont en outre calomniés par les hommes du pouvoir.

QUI ACCAPARE LES RICHESSES CREEES PAR LE LABEUR DES FRANÇAIS ?

— Les grosses Sociétés capitalistes dont les profits ne cessent d'augmenter et qui bénéficient de subventions et d'énormes avantages fiscaux.

— Les dépenses militaires qui engloutissent le quart du budget et les commandes d'Etat qui enrichissent les privilégiés du régime (par exemple le député U.N.R.-DASSAULT).

Contre cette politique de grandes luttes ont eu lieu, elles ont progressivement gagné en ampleur. Nous les avons toutes soutenues.

IL FAUT DONC CHANGER DE POLITIQUE. PEUT-ON LE FAIRE ? O U I

Nous voulons que les progrès scientifiques et techniques qui permettent de produire toujours plus, se traduisent à la fois par l'expansion économique et le relèvement du niveau de vie de la population.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Pour cela il faut que les grandes féodalités financières et économiques cessent de dominer l'Etat et d'accaparer les richesses du pays à leur profit.

D'où les trois propositions fondamentales de notre programme :

1° NATIONALISATION DES GRANDS MONOPOLES INDUSTRIELS ET BANCAIRES.

Participation des syndicats à la gestion des entreprises nationale pour en assurer le contrôle.

2° PLAN DEMOCRATIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.

Assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays, garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous-développées.

3° DEMOCRATISATION DE L'IMPOT.

En faisant payer les Sociétés capitalistes, en relevant à 500.000 A.F. l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu et en réduisant les taxes de vie chère.

CES GRANDES REFORMES ECONOMIQUES RENDRAIENT POSSIBLE LES MESURES SOCIALES ET CULTURELLES ci-dessous :

1° **Augmentation générale et progressive des salaires, traitements et retraites.**
- **Réduction du temps de travail** sans diminution de salaire et extension des libertés syndicales.
- **Amélioration de la condition féminine,** ce qui exige la garantie des droits des travailleuses et des mères, l'égalité des salaires pour un même travail, la création d'un vaste réseau d'œuvres sociales et le relèvement des prestations familiales.

2° **Juste rémunération du travail paysan** et développement de l'agriculture par la diminution des prix industriels, la défense des exploitations familiales, l'aide à la coopération, la parité des avantages sociaux pour les exploitants et les salariés agricoles.

3° **Pour les artisans et commerçants :** allègement des charges sociales et fiscales.

4° **Satisfaction des revendications de la jeunesse :** service militaire à 12 mois, droit de vote à 18 ans, « à travail égal, salaire égal », installations sportives et culturelles.

5° **Attribution du quart du budget à l'Education Nationale :**
- réforme démocratique de l'enseignement comportant notamment l'instruction générale jusqu'à 18 ans, la formation professionnelle de tous les jeunes, la formation de maîtres qualifiés, le développement de la recherche scientifique;
- le strict respect de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

6° **Amélioration du régime des retraites,** dont l'âge doit être ramené à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes; pas d'allocation vieillesse en-dessous de 27.000 A.F. par mois; satisfaction des revendication des Anciens Combattants.

7° **Construction de 600.000 logements par an,** dont plus de la moitié en logement sociaux; limitation du prix des loyers.

UNE VERITABLE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL EST INCONCEVABLE SANS LA PAIX

Nous proposons notamment de :
- réduire massivement les crédits militaires et reconvertir à des fins pacifiques notre industrie atomique;
- agir pour mettre un terme à la sauvage agression américaine au Viet-Nam;
- établir la sécurité européenne par la dissolution des blocs militaires et le règlement pacifique du problème allemand;
- mettre en œuvre une politique de véritable indépendance nationale et de coopération avec tous les pays, multiplier les efforts en vue d'assurer la coexistence pacifique, le désarmement général et contrôlé.

UNE GRANDE POLITIQUE NATIONALE ET DE PAIX EXIGE UNE DEMOCRATIE AUTHENTIQUE

L'union claire et loyale des partis et forces démocratiques sur la base d'un programme commun est indispensable. En exprimant les aspirations du peuple et en s'appuyant sur lui, les partis de gauche assureraient par l'application de ce programme, la stabilité et l'efficacité gouvernementale.

Nos efforts pour unir les républicains ont permis la présentation d'un candidat unique de la gauche aux Elections Présidentielles. Ils ont abouti à la signature d'un accord entre notre Parti et la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Dans le domaine économique et social, sur le plan des institutions et de la politique extérieure, cet accord dégage de nombreux objectifs communs qui ouvrent pour la première fois depuis bien longtemps, une perpective démocratique. Il favorisera le vaste et nécessaire rassemblement majoritaire de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Nous saluons cet accord tout en regrettant que la candidature du Dr ROUSSEAU, en raison de son passé R.P.F. et U.N.R. et de son attitude équivoque qui, en 1962, a permis la « proclamation » de GUENA, ne puisse signifier pour de nombreux républicains ni la condamnation du passé, ni le refus de replâtrage du régime.

Condamnez le pouvoir, sa politique représentée par le candidat officiel GUENA.

Condamnez M. DARRICAU, du Centre réactionnaire de LECANUET qui offre ses services au gaullisme au cas où son appoint serait nécessaire.

DES LE PREMIER TOUR, donnez à notre programme, à nos propositions unitaires, l'appui massif de vos suffrages.

Votez pour Yves PERON

que les républicains ont désigné en 1962 comme le candidat le mieux placé pour assuré l'échec de l'U.N.R. et la victoire des républicains.

Pour éviter le renouvellement des manœuvres du 2e tour de 1962, dès le **PREMIER TOUR,** bloquez vos suffrages sur le nom **d'Yves PERON.**

Prononcez-vous pour une France démocratique, prospère, indépendante et pacifique.

VOTEZ POUR **Yves PERON**

Ancien Député
Ancien Conseiller Général et Conseiller Municipal de PERIGUEUX
Lieutenan-Colonel Honoraire - Croix de Guerre (2 citations)
Médaille de la Résistance
Secrétaire de la Fédération Communiste de la Dordogne
Membre du Comité Central du Parti Communiste Français

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION DES FORCES DE GAUCHE ET DEMOCRATIQUES.

DONT LE REMPLAÇANT EVENTUEL EST :

Lucien DUTARD

Instituteur
Ancien Député
Ancien Vice-Président du Conseil Général
Maire de BOULAZAC

PERIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS

Sciences Po / fonds CEVIPOF